

Arrêté n°620-2022 – C.A.C.P.B.
Enquête publique S.D.A. Boissy-le-Châtel



ARRETE N°620-2022 : PORTANT OUVERTURE ET ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU ZONAGE DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE BOISSY-LE-CHATEL

Vu la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2224-10 et article R 2224-8 ;

Vu le Code de l'Environnement définissant la procédure et le déroulement des enquêtes publiques des opérations susceptibles d'affecter l'environnement et notamment ses articles R 123-6 à R°123-23 ;

Vu la délibération n°2022-136 du Conseil Communautaire de la COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE COULOMMIERS PAYS DE BRIE en date du 23 juin 2022 validant le projet de zonage des Eaux Usées de la commune de BOISSY-LE-CHATEL ;

Vu les pièces du dossier relatives à la délimitation des zones d'assainissement à soumettre à l'enquête publique ;

Vu la Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale d'Ile de France N° M.R.Ae DKIF-2022-061 du 2 juin 2022 dispensant ce projet de la réalisation d'une évaluation environnementale en application de l'article R 122-18 du Code de l'Environnement ;

Vu la décision n°E22000072/77 de Monsieur le Premier vice-président du Tribunal Administratif de Melun en date du 26 juillet 2022, désignant le commissaire enquêteur.

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur les dispositions du zonage Eaux Usées de la commune de BOISSY-LE-CHATEL du 14 novembre 2022 au 14 décembre 2022.

Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- 1- Une notice et ses annexes rappelant notamment le cadre réglementaire en matière d'assainissement, la présentation de la commune, le descriptif de l'existant, la solution retenue pour les zonages et les raisons du choix ;
- 2- Les cartes de zonage ;
- 3- La délibération d'approbation du zonage ;
- 4- La saisine de l'Autorité Environnementale et la réponse de celle-ci ;
- 5- Le présent arrêté de mise à enquête publique ;
- 6- La délibération de la commune de Boissy-le-Châtel portant lancement de la révision du Schéma Directeur des Eaux Usées ;
- 7- L'ordonnance de désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Melun ;

ARTICLE 2 :

La C.A.C.P.B. décidera, au terme de l'enquête, suite aux conclusions du commissaire enquêteur, de l'approbation du zonage d'assainissement des Eaux Usées de la commune de Boissy-le-Châtel.

ARTICLE 3 :

Par décision n°E22000072/77 en date du 26 juin 2022, Monsieur le Premier vice-président du Tribunal Administratif de Melun a désigné Madame Aïcha HAMMOU en qualité de commissaire enquêteur.

ARTICLE 4 :

Pendant toute la durée de l'enquête définie à l'article 1 du présent arrêté, le dossier d'enquête publique sera consultable en Mairie de Boissy-le-Châtel, désigné comme lieu d'enquête aux horaires d'ouverture au public rappelés ci-dessous :

Lieux	Horaires d'ouverture au public
Mairie Place de la mairie 77 169 BOISSY-LE-CHATEL	Lundi 8H45-12H30 et 13H15-16H00 ; Mardi 8H45-12H30 et 13H15-16H00 ; Jeudi 8H45-12H30 et 13H15-16H00 ; Vendredi 8H45-12H30 ; Samedi en semaine paire.

Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier d'enquête pourra être également consulté et téléchargé sur le site internet de la C.A.C.P.B. : <https://www.coulommierspaysdebrie.fr>

Un accès gratuit au dossier sur un poste informatique (registre dématérialisé) sera mis à disposition du public, à la mairie de Boissy-le-Châtel, à l'adresse et aux horaires indiqués à l'article 4 du présent arrêté.

Enfin, le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne, sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci auprès de la C.A.C.P.B. :

1. Siège :

Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie
13, rue du Général de Gaulle
77 120 Coulommiers
Tél. : 001.64.75.38.90

2. Service Eau et Assainissement :

22 avenue du Général Leclerc
77 260 La Ferté-sous-Jouarre
Tél. : 01.60.22.95.55
Mail : zonage-eaux-usees@enquetepublique.net

ARTICLE 5 :

Un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur sur lequel le public pourra consigner ses observations sera déposé et consultable à la mairie de Boissy-le-Châtel durant cette période et aux heures d'ouvertures de celle-ci.

Les observations éventuelles pourront également être adressées, par écrit, au commissaire enquêteur au siège de la C.A.C.P.B. ou par courrier électronique indiqué à l'article 4 du présent arrêté.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ou écrites reçues par le commissaire enquêteur, au lieu, jours et heures où il se tiendra à disposition du public indiqués à l'article 6 ci-après, seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de Publilégal : <http://zonage-eaux-usees@enquetepublique.net>

Seules les observations et propositions du public reçues pendant le délai de l'enquête indiqué à l'article 1 du présent arrêté, y compris par voie électronique, seront prises en considération.

Les observations et propositions du public sont consultables et communicables, par écrit, aux frais de la personne qui en fait la demande pendant la durée de l'enquête.

ARTICLE 6 :

Madame Aïcha HAMMOU, en qualité de commissaire enquêteur, effectuera des permanences aux lieux, dates et heures suivants :

Lieux	Dates et horaires des permanences
Mairie Place de la mairie 77 169 BOISSY-LE-CHATEL	Samedi 19.11.2022 de 9H00 à 12H00 ; Lundi 21.11.2022 de 9H00 à 12H00 ; Jeudi 1.12.2022 de 18H00 à 20H00 ; Mardi 6.12.2022 de 14H00 à 17H00 ; Mardi 13.12.2022 de 14H00 à 17H00.

ARTICLE 7 :

La réunion publique se tiendra le mercredi 16 novembre 2022 à 19H00 dans la salle des mariages de la mairie de Boissy-le-Châtel.

ARTICLE 8 :

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront transmis sans délai au Commissaire Enquêteur et clos par lui.

Le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la date de la clôture de l'enquête pour transmettre au Président de la C.A.C.P.B. son rapport, et dans un document séparé ses conclusions motivées indiquant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Il transmettra également et simultanément une copie du rapport et des conclusions au Président du Tribunal Administratif.

La C.A.C.P.B. transmettra une copie du rapport et des conclusions de l'enquête publique à la commune de Boissy-le-Châtel et à la Préfecture de Seine-et-Marne pour y être, sans délai, tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions seront également consultables et à la disposition du public pendant un an :

- Au service Eau et Assainissement de la C.A.C.P.B. aux heures d'ouverture au public :
 - Lundi 8H30-12H00 et 13H15-17H30 ;
 - Mardi 8H30-12H00 et 13H15-17H30 ;
 - Mercredi 8H30-12H00 et 13H15-17H30 ;
 - Jeudi 8H30-12H00 et 13H15-17H30 ;
 - Vendredi 8H30-12H00 et 13H15-16H15.
- Sur le site internet de la C.A.C.P.B. : <https://www.coulommierspaysdebrie.fr>

ARTICLE 9 :

Un avis au public faisant connaître l'objet de l'enquête publique et ses dates d'ouverture et de clôture, les lieux et heures de consultation du dossier ainsi que les jours et heures de permanences du commissaire enquêteur, sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans les journaux suivants :

1. Le Parisien 77 ;
2. La République 77.

Un exemplaire des deux journaux sera également joint au dossier dès leur parution.

Il sera procédé à l'affichage de cet arrêté, au minimum quinze jours avant et pendant toute la durée de l'enquête au siège et au Service Eau et Assainissement de C.A.C.P.B. par son Président, et par les soins du Maire de Boissy-le-Châtel en mairie de Boissy-le-Châtel.

Il sera également procédé à l'affichage de l'avis d'enquête publique sur les panneaux d'affichage sur la commune de Boissy-le-Châtel au soin de la mairie de Boissy-le-Châtel.

L'avis sera également publié sur le site internet de la C.A.C.P.B. : <https://www.coulommierspaysdebrie.fr>

L'accomplissement des mesures de publicité sera certifié par le Président de la C.A.C.P.B. qui remettra à l'issue de l'enquête un certificat d'affichage de la C.A.C.P.B. à la commune de Boissy-le-Châtel.

ARTICLE 10 :

Toute information complémentaire pourra être demandée auprès de Monsieur le Président de la C.A.C.P.B. :

- Soit par courrier :
Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie
13, rue du Général de Gaulle
77 120 Coulommiers
- Soit par courrier électronique à l'adresse : service.eagg@coulommierspaysdebrie.fr

ARTICLE 11 :

L'ampliation du présent arrêté sera transmise pour attribution à chacun pour ce qui le concerne :

- A Monsieur le Préfet de Seine et Marne ;
- Au Président du Tribunal Administratif de Melun ;
- A Monsieur le Président de la C.A.C.P.B. ;
- Au Maire de Boissy-le-Châtel ;
- Au commissaire enquêteur.

À COULOMMIERS Le 22 septembre 2022

Le Président,
Ugo PEZZETTA.

